

An aerial photograph of a mangrove forest. A winding waterway, likely a tidal creek, flows through the dense green vegetation. The water is a mix of light green and dark blue, indicating varying depths and sediment levels. The forest is composed of various types of mangrove trees, some with prominent roots visible above the water and soil. The overall scene is a lush, natural landscape.

Notre unique maison

Cinq avancées
majeures pour
la nature



FAUNA & FLORA
INTERNATIONAL

www.fauna-flora.org



La crise climatique et la crise de la biodiversité convergent, provoquant des ravages dans les systèmes dont nous, et l'ensemble des êtres vivants sur Terre, dépendons pour notre survie.

Des siècles de destruction et de surexploitation nous ont conduits au bord du gouffre.

Nous n'avons plus que quelques années pour transformer notre relation avec la nature afin de permettre aux écosystèmes de prospérer et de préserver la vie pour les générations futures ; pour protéger le monde naturel ; pour éliminer les causes de la destruction de la biodiversité ; et pour restaurer ce que nous avons perdu.

Nous nous trouvons à un moment décisif dans l'histoire de l'humanité. Cela exige une action urgente et sans précédent à l'échelle mondiale si nous voulons sauver **NOTRE UNIQUE MAISON.**

Notre monde extraordinaire est menacé



Transformer notre relation avec la nature

Une action décisive est nécessaire au cours de la prochaine décennie pour stopper et inverser la perte de biodiversité, éviter un changement climatique catastrophique et garantir la santé humaine et planétaire de demain.



Pour réussir, nous devons réaliser ensemble cinq avancées majeures pour la nature :

- 1 Adopter un processus décisionnel favorable à la nature pour toutes les activités des secteurs public et privé.
- 2 Affecter de toute urgence au moins 500 milliards de dollars supplémentaires par an pour protéger et restaurer la nature.
- 3 Favoriser la mise en œuvre de solutions locales en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux.
- 4 Protéger et restaurer la nature pour garantir la stabilité du climat ainsi que la santé et le bien-être humains.
- 5 Accroître notre impact positif sur la nature grâce à l'innovation technologique.

Ce moment exige une action forte, un engagement volontariste et une collaboration ambitieuse de la part des organisations mondiales, des gouvernements et des entreprises, ainsi qu'une pression déterminée de la société civile sur les décideurs politiques, financiers et économiques.

Les engagements doivent à présent être transcrits en actions concrètes.

Avancée

nom

Une découverte ou un développement soudain et majeur

Adopter un processus décisionnel favorable à la nature pour toutes les activités des secteurs public et privé



Nous sommes tous responsables de monde de demain, mais les gouvernements et le secteur privé ont un rôle fondamental à jouer pour créer les conditions de transformations systémiques nécessaires pour protéger et restaurer la nature, et éliminer les causes de l'effondrement de la biodiversité. Les défis climatiques et écologiques interconnectés auxquels nous sommes confrontés exigent que la protection de la nature soit la priorité dans chaque ministère, à tous les niveaux de gouvernement national et local, ainsi que dans les fonds d'investissement et les conseils d'administration des entreprises, et que la responsabilité de leurs dirigeants soit engagée en termes de résultats. Si les solutions à la crise environnementale doivent être mondiales, nous devons cependant reconnaître que cette crise trouve son origine dans les pratiques des gouvernements et des entreprises du Nord. La répartition des responsabilités et des coûts doit donc être organisée de manière proportionnée.

Il est urgent que les décideurs aillent au-delà d'une 'approche qui visent seulement à ne pas nuire' et adoptent des politiques qui

favorisent à la nature, telles que celles décrites dans le rapport Dasgupta, commandé par le gouvernement britannique en 2021. Celui-ci a évalué les bénéfices économiques de la biodiversité à l'échelle mondiale, en protégeant et en restaurant l'environnement de manière proactive dans toutes les décisions et actions. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'atteindre les objectifs les plus ambitieux en matière d'environnement et de biodiversité.

La protection et la restauration de la nature doivent être la pierre angulaire de nos économies et de nos sociétés. Le moment est venu d'introduire des méthodes de développement économique qui profitent à la nature et bénéficie à tous les citoyens, ce qui implique l'élimination de subventions néfastes et nocives.

En intégrant la valeur complète des ressources naturelles dans le processus décisionnel, les dirigeants peuvent contribuer à une prospérité économique durable, tout en garantissant la diversité et l'abondance de la nature.

L'adoption d'une approche positive en faveur de la nature dans la prise de décision implique que les membres des conseils d'administration, les responsables gouvernementaux et autres décideurs politiques s'accordent sur des objectifs communs ; notamment l'Accord de Paris sur le climat, les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et les COP sur la biodiversité et le climat devant se tenir prochainement en 2021 ; pour protéger et restaurer la planète et éliminer les causes de l'effondrement de la biodiversité.

Les mesures de reprise mondiale post-pandémie doivent être bénéfiques pour la nature, notamment en réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (pour arriver, à terme, à zéro pour toutes les émissions anthropiques) et en faisant en sorte que les entreprises et les pays finissent par jouer un rôle positif pour l'environnement et deviennent neutres en carbone. L'actuelle pandémie mondiale a clairement mis en évidence les risques économiques, sociaux et environnementaux considérables que prennent les gouvernements et les entreprises en ne protégeant pas la nature et en ne tenant pas compte des interdépendances (et des conséquences) de leurs décisions et de leurs politiques sur la nature, le climat et la santé.



Les gouvernements doivent :

- Évaluer et réformer les politiques nationales dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance, notamment dans les domaines du commerce, de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et des transports, ainsi que celles relatives aux investissements directs étrangers, afin de s'assurer qu'elles n'entrent pas en conflit ou en contradiction avec les objectifs environnementaux et climatiques fixés par les gouvernements à tous les niveaux, et par les entreprises. Ces réformes doivent ensuite être incluses dans les accords commerciaux, bilatéraux et multilatéraux, afin de s'assurer qu'elles ne créent pas de failles ou n'entrent pas en conflit avec ces politiques nationales.
 - S'engager sur des objectifs assortis de délais clairs pour atteindre les buts environnementaux et climatiques, et en assurer le suivi, en rendant pleinement compte de ces engagements avec des objectifs intermédiaires mesurables et transparents, tout en encourageant un contrôle plus approfondi et l'implication de la société civile.
 - Instaurer au niveau international des mécanismes engageant pleinement la responsabilité des parties prenantes, en tirant les enseignements des efforts précédents en matière de création de cadres et d'instances internationaux habilités à faire appliquer le droit et à obliger de rendre des comptes, comme la Cour pénale internationale.
- Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer pour que la protection et la restauration de la nature soient au cœur de toutes les opérations et décisions d'investissement des entreprises. Il doit dans le même temps veiller à ce que toutes les émissions de gaz à effet de serre soient radicalement réduites et, à terme, éliminées.

Les entreprises doivent (a minima) :

- Intégrer un programme et des politiques favorables à la nature dans l'ensemble de leurs stratégies, de leurs investissements et de leurs chaînes d'approvisionnement, puis viser des résultats positifs pour la planète en accord avec ces mesures.
- Adopter des mesures et des pratiques qui minimisent l'utilisation des ressources et les impacts environnementaux qui en découlent.
- Veiller à ce que des indicateurs clairs sur l'état de la nature soient intégrés, en complément des indicateurs climatiques, aux critères environnementaux établi par les principes et normes ESG (environnement, social et gouvernance).

On a pu constater ces dernières années une forte augmentation de l'engagement, de la pression et des protestations des citoyens et de la société civile sur les enjeux climatiques et sur la biodiversité. La jeunesse, en particulier, a montré la voie en exigeant des actions, consciente que le coût de l'inaction retombera de manière disproportionnée (et dangereuse) sur leur génération. Aucun changement systémique tel que celui nécessaire aujourd'hui ne pourra être réalisé sans cet engagement. Les citoyens et les groupes de représentation de la société civile doivent continuer à demander aux décideurs politiques et aux entreprises des comptes sur le respect de leurs engagements et de leurs objectifs, et exiger qu'ils aillent plus loin, en s'appuyant sur des processus gouvernementaux plus transparents et soumis à un contrôle public.



Affecter de toute urgence au moins 500 milliards de dollars supplémentaires par an pour protéger et restaurer la nature

La protection et la restauration du monde naturel ne reçoivent qu'une fraction des financements accordés aux industries nuisibles. Ainsi par exemple, le rapport de l'Institut Paulson sur le déficit de financement de la biodiversité a estimé que les subventions aux activités agricoles, sylvicoles et halieutiques qui dégradent la nature représentent entre 300 et 600 milliards de dollars, soit deux à quatre fois le montant consacré chaque année à la conservation. Et ce chiffre ne tient pas compte des subventions accordées aux combustibles fossiles dont le total représente, selon le FMI, 5 300 milliards de dollars par an, dont 520 milliards pour les subventions directes. Tout cela doit changer. Les gouvernements, les organismes internationaux, les investisseurs et les donateurs doivent chercher à réorienter les financements et les investissements néfastes vers des activités positives pour la planète, et créer les conditions pour davantage d'investissements en faveur de la nature. De tels changements pourront augmenter d'au moins 500 milliards de dollars le montant consacré à la protection active et à la restauration de la nature. **Nous demandons :**

La réorientation des incitations financières et la création de nouveaux mécanismes:

- La suppression des subventions nuisibles à l'environnement à la nature, notamment celles destinées aux combustibles fossiles, aux pêches destructrices, aux pratiques et aux intrants agricoles nocifs, et la réorientation de ces financements pour soutenir la conservation et la restauration de la nature
- L'introduction de systèmes de pondération pour la nature et le climat, visant à rééquilibrer l'allocation de fonds et de financement de projets prises par les investisseurs, délaissant les industries et activités destructrices au profit des activités positives pour l'environnement
- La mise en place de nouveaux mécanismes financiers et un renforcement des mécanismes existants, tels que le mécanisme REDD+, afin que le financement des initiatives de lutte contre le changement climatique profite aux parties prenantes locales et à la protection permanente des stocks et des puits de carbone naturels

L'amélioration des conditions de financements et le respect des engagements financiers :

- L'instauration de conditions favorables et de règles du jeu équitables, pour parvenir à une augmentation forte des investissements des secteurs privé et philanthropique en faveur d'avancées positives pour la nature et pour le climat
- Des engagements assortis d'obligation de résultat, pour une augmentation des subventions pour la nature par les nations riches au bénéfice des pays qui en ont le plus besoin, pour atteindre les objectifs ambitieux des accords multilatéraux.
- Cependant, seuls, l'augmentation des fonds ne suffira pas, à résoudre les problèmes structurels existants qui entravent les circuits de financement. Ces obstacles actuels, notamment le manque de transparence dans les décisions d'allocation des fonds, de coûteuses procédures bureaucratiques, et les exigences en matière de rapports, doivent être corrigés pour garantir que les fonds parviennent aux acteurs de terrain les mieux placés pour concrétiser un changement durable.



Les gouvernements et les instances politiques doivent renforcer considérablement leur soutien pour des leaders et compétences locales en matière de conservation, cela partout dans le monde.

Les solutions proposées doivent soutenir et habiliter ceux qui agissent sur le terrain dans les zones les plus touchées, et qui ont à ce titre la meilleure compréhension des menaces pesant sur la nature et des processus sociaux et économiques complexes qui les sous-tendent.

Les nouveaux engagements mondiaux pris en faveur de la protection et de la restauration de la nature doivent être immédiatement transcrits en des plans nationaux ambitieux, qui créeront des environnements politiques favorables permettant aux personnes les plus affectées de définir et construire les solutions, en collaboration avec les partenaires.



Mwangi Krubi/TNC

Nous voulons :

- Qu'une part beaucoup plus importante de l'aide et des fonds philanthropiques aillent directement à ceux qui sont les plus touchés par les enjeux de protection et de restauration de la nature, et qui sont les plus à même de les traiter.
- Que les gouvernements nationaux déploient activement les politiques de soutien et les conditions favorables nécessaires pour que les initiatives locales de conservation de la nature puissent être mises en œuvre et avoir un impact durable
- Qu'il soit donné aux acteurs locaux les moyens de réaliser les objectifs environnementaux et climatiques et d'éliminer les facteurs de perte d'habitat naturel.

Les défenseurs de la nature, qu'il s'agisse de gardes de réserves, de groupes de représentation de la société civile ou de journalistes, font face à une aggravation incessante des intimidations et des menaces, et le nombre de personnes assassinées pour avoir défendu l'environnement augmente chaque année à un rythme inadmissible. Conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, nous demandons aux gouvernements et aux entreprises de faire respecter le droit et de mettre activement fin aux actes d'intimidation et de violence physique commis à l'encontre des défenseurs de la nature, et de veiller à ce qu'ils puissent travailler et vivre en toute sécurité.

Favoriser la mise en œuvre de solutions locales en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux



Protéger et restaurer la nature pour garantir la stabilité du climat ainsi que la santé et le bien-être humains

Il faut mettre un terme à la destruction des derniers systèmes naturels de la Terre pour la stabilité du climat mondial et préserver la vie, la culture, la santé, les moyens de subsistance et le bien-être des êtres humains.

Ces progrès ne pourront être réalisés qu'avec des écosystèmes préservés et une protection de toutes les espèces, dont l'existence est essentielle à l'interconnexion assurant leur bon fonctionnement.

L'intensification de la protection et de la restauration des puits et réservoirs naturels de carbone contribuera à déterminer notre capacité à atteindre les objectifs climatiques mondiaux ; elle doit en outre s'ajouter, sans jamais s'y substituer, à une décarbonisation rapide de l'industrie et de la société. Les solutions fondées sur la nature, qui visent à protéger les puits de carbone et à réduire les émissions nettes, sont essentielles pour atténuer le changement climatique et s'y adapter.

Des forêts tropicales aux mangroves, des prairies aux tourbières, les solutions fondées sur la nature ont le potentiel de prévenir les émissions de gaz à effet de serre d'origine naturelle, éliminer le CO₂ de l'atmosphère, réduire les conséquences de phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes, et protéger la santé humaine et accroître le bien-être des populations.

La minimisation des émissions et une élimination continue et renforcée du carbone de l'atmosphère en protégeant la nature, notamment en mettant un terme à la déforestation et à la destruction des autres réserves naturelles de carbone, doit être au cœur de l'action en faveur du climat. Cela constitue le socle à partir duquel la restauration et la réparation des habitats pourront être menés. Parallèlement, des réformes politiques et institutionnelles sont indispensables pour garantir l'intégration du climat et de la nature au cœur des échelons décisionnels.





Nous appelons à des actions à travers trois piliers essentiels :

- 1 Paysages, eau douce et carbone terrestre :** Nous devons mettre un coup d'arrêt à l'abattage et au défrichage des forêts, en particulier des forêts primaires, et à l'élimination des tourbières, et assurer la protection et la restauration des mangroves, des prairies et des zones humides, qui sont toutes des ressources extrêmement efficaces pour le stockage naturel du carbone. Il faut notamment se focaliser sur un déploiement à plus grande échelle des approches qui ont fait leurs preuves pour prévenir les pertes et renforcer les puits de carbone naturels, s'agissant par exemple des programmes de déforestation évitée. Les gouvernements devraient également prendre des mesures plus nombreuses, plus fortes et plus rapides pour protéger et restaurer les sites d'eau douce qui peuvent être des lieux de pêche essentiels, des puits de carbone, des hauts lieux de biodiversité, ou encore des sources d'eau potable et d'irrigation des cultures. Ces actions, ainsi que l'urgente nécessité de mettre un terme à la perte d'habitat et à la surexploitation de la faune sauvage, sont essentielles pour prévenir les futures pandémies et garantir la santé et le bien-être de l'espèce humaine.
- 2 Paysages marins et carbone bleu :** Il faut prioriser et protéger les sites marins qui constituent d'importantes réserves de carbone, s'agissant notamment des forêts de mangroves anciennes, des herbiers marins et des sédiments océaniques non perturbés, tout en maintenant et en restaurant les défenses côtières naturelles, telles que les récifs coralliens et les zones humides côtières, toutes ces ressources jouant un rôle critique pour permettre une pêche côtière durable et à faible impact et garantir la sécurité alimentaire. Cela doit s'accompagner d'une approche de l'aquaculture qui soit régénérative et positive pour la nature. Nous appelons en outre à un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins afin d'éviter l'ascendance potentielle d'une industrie terriblement destructrice qui serait selon toute vraisemblance néfaste pour la santé de l'océan, sa productivité et sa fonction de régulation climatique.
- 3 Intégration de la nature dans les engagements mondiaux et nationaux sur le climat :** Pour intégrer efficacement la nature dans le processus décisionnel sur le climat, des objectifs ambitieux fondés sur la nature doivent être incorporés dans les contributions déterminées au niveau national (c'est-à-dire les engagements pris par les pays pour atteindre des émissions climatiques nettes nulles) qui seront présentées à la COP26. Ces objectifs fondés sur la nature doivent s'ajouter aux objectifs de réduction nette des combustibles fossiles fixés par les entreprises.

Les programmes de protection et de restauration des habitats riches en carbone doivent être dotés de mécanismes de suivi et d'évaluation opérationnels, garantissant la réalisation de leurs objectifs pour que le carbone reste dans ces systèmes.

Pour être efficace, la conservation doit mettre à profit les compétences et les capacités d'innovation de tous les secteurs, et combler le fossé entre les praticiens de la protection de l'environnement et les outils développés par les entreprises technologiques.

La collaboration intersectorielle peut stimuler l'innovation pour la conservation. Lorsqu'elle est développée pour répondre aux besoins des ceux qui travaillent en première ligne sur les efforts de conservation, la technologie peut avoir un impact déterminant sur la lutte contre les menaces sur l'environnement. Qu'il s'agisse des dispositifs de télédétection et d'automatisation pour surveiller les zones protégées, de la détection et de la surveillance du braconnage, du transport illicite d'espèces sauvages ou encore de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, les technologies de conservation peuvent fournir de nouveaux outils majeurs à ceux qui travaillent sur le terrain pour lutter contre ces menaces. Pourtant, une grande partie des investissements dans les solutions technologiques aux grands défis environnementaux, climatiques et sociétaux semblent encore ignorer les liens entre la nature et la biodiversité, voire même aggraver leur dégradation. Trop souvent, en outre, les nouveaux outils technologiques restent inaccessibles à ceux qui en ont véritablement besoin. L'accès aux technologies doit être considérablement élargi.

Nous demandons :

Une réorientation technologique

- Une réorientation des efforts de développement et de déploiement des technologies, qui ne doivent plus soutenir des industries destructrices telles que l'exploration pétrolière et gazière et l'exploitation minière en eaux profondes, mais plutôt les personnes, les programmes et les initiatives de conservation qui cherchent à protéger et à restaurer la nature à l'échelle mondiale.

La démocratisation de l'accès aux technologies

- De nouveaux outils et algorithmes doivent être mis à la disposition des défenseurs de l'environnement du monde entier, de telle sorte que l'accès aux technologies soit assuré à une échelle bien plus grande, indispensable pour parvenir à un impact réel, avec des initiatives menées par ceux qui, sur le terrain, sont les plus concernés par les enjeux de la protection et la restauration de la nature, et qui sont les plus à même de les relever.

Une attention portée au renforcement des capacités

- Une augmentation du financement à long terme des initiatives de recherche et développement sur les technologies de conservation (y compris au niveau local)

afin d'aider les groupes à utiliser de nouvelles technologies et de veiller à ce que les nouvelles solutions bénéficient d'une action efficace de déploiement et de passage à l'échelle.

Une focalisation sur la durabilité des solutions

- Les principes de conception en économie circulaire doivent être intégrés dans la recherche et le développement afin de faire en sorte que les solutions technologiques elles-mêmes soient plus durables, respectueuses de la nature et neutres en carbone. Un espace ouvert permettant aux entreprises du numérique et de la communication et aux praticiens de la conservation de collaborer et de résoudre des problèmes pratiques. Cela est vital si l'on veut se donner les moyens de créer un impact à grande échelle.

Cette collaboration est également critique dans l'identification et l'articulation des défis auxquels sont confrontés les défenseurs de l'environnement sur le plan de l'utilisation des technologies, ainsi que pour mettre en place de nouveaux outils et saisir de nouvelles opportunités de protection et de restauration de la nature en s'appuyant sur l'innovation technologique.

Accroître notre impact positif sur la nature grâce à l'innovation technologique





Le plus grand défi auquel nous n'ayons jamais été confronté

Depuis 1903, Fauna & Flora International (FFI) mène des interventions pionnières pour protéger les espèces, les habitats et les paysages les plus menacés du monde contre l'extinction et la destruction.

Nous sommes tous confrontés aujourd'hui au plus grand défi de notre histoire.

Si les gouvernements, les entreprises et les défenseurs de l'environnement ne prennent pas des mesures immédiates et de grande envergure, et si les citoyens ne s'engagent pas durablement, nous serons responsables de la sixième extinction de masse et nous ne parviendrons pas à protéger les écosystèmes qui entretiennent la vie sur Terre.

Chez FFI, nous prenons cette menace très au sérieux. Nous devons aujourd'hui, plus que jamais, tous unir nos forces. FFI appelle à une action immédiate sur cinq fronts clés et nous travaillerons avec nos partenaires pour rallier les dirigeants politiques et économiques, les philanthropes et les citoyens du monde à ce moment charnière de notre histoire commune.

Face à l'adversité, cela peut être un moment profond pour construire l'avenir des pratiques de conservation et engager une nouvelle génération dans cette œuvre vitale de protection et de restauration de la nature.

Les défis à relever sont considérables, mais nous pouvons nous inspirer des succès passés pour réaliser de nouvelles avancées qui pourront contribuer à sauver un monde menacé. Les exemples abondent de nos initiatives de protection et de restauration de la nature, menée aux côtés des communautés locales qui comprennent quelles actions sont nécessaires :

- Partout dans le monde, nous contribuons à la protection d'environ 50 millions d'hectares d'habitats essentiels, notamment des forêts, des tourbières, des prairies et des herbiers marins. Collectivement, ces écosystèmes intacts empêchent la libération de l'équivalent en carbone de près de trois gigatonnes de CO₂, soit plus de la moitié des émissions annuelles des États-Unis.
- Nos initiatives de protection des forêts, déployées dans le cadre du programme climatique mené de longue date par FFI incluent notamment une série de projets REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) en Afrique et en Asie du Sud-Est, qui aident les communautés et les gouvernements à préserver leurs forêts.
- Le renforcement des acteurs locaux imprègnent chaque facette du travail de FFI, mené sur plus de 300 sites de projet et dans près de 50 pays. Cela passe en particulier par un soutien technique, financier et autre aux organisations locales, aux services gouvernementaux et aux communautés dans les pays aux ressources limitées, assurant ce faisant la protection de la nature et la transformation de milliers de vies humaines. Les personnes qui savent le mieux comment sauvegarder la nature sont celles qui vivent à ses côtés. Nous savons ce qu'il faut faire pour les accompagner.
- L'expérience de FFI dans la promotion de décisions positives pour la nature auprès des gouvernements s'étend sur près d'un siècle. Nous avons ainsi contribué aux négociations ayant abouti aux accords transfrontaliers de protection de la nature entre le Liberia et la Guinée, entre la Chine et le Vietnam, ou encore entre le Rwanda, la RDC et l'Ouganda. Nous avons fait campagne pour l'interdiction des microbilles au Royaume-Uni (en éliminant les minuscules billes de plastique utilisées dans les produits cosmétiques, contribuant ainsi à l'élimination d'une source de pollution plastique des océans) ; et nous avons été à l'initiative de l'appel à un moratoire mondial urgent sur l'exploitation minière en eaux profondes.



Nous avons fait nos preuves dans tous les aspects de la conservation du XXI^e siècle.

- Nous avons aidé nos partenaires locaux à résister aux assauts du braconnage qui menacent la plus grande population restante de tigres de Sumatra, une espèce gravement menacée. Nous avons contribué à l'élimination complète du braconnage des éléphants pendant une année entière dans la vaste réserve de Niassa au Mozambique. Nous avons fait en sorte que les communautés bénéficient du tourisme lié aux gorilles de montagne et d'autres initiatives de conservation. Et nous avons, par notre travail de restauration, rendu leur gloire à plus de 30 îles des Caraïbes, sauvant ce faisant d'innombrables espèces menacées. Au Tadjikistan, nous avons planté des dizaines de milliers de semis pour restaurer des forêts fruitières endémiques depuis 2017. Et en Turquie, grâce à notre partenaire local, FFI a travaillé avec le gouvernement pour désigner 350 km² du littoral turc comme nouveaux sites marins protégés. Chaque projet mené, chaque habitat restauré et chaque espèce protégée est une victoire contre l'extinction.
- Le monde compte 1,8 milliard de jeunes, la plus grande nouvelle génération de toute l'histoire de l'humanité. Ce sont eux qui montrent la voie en demandant des comptes aux décideurs, et ce sont eux qui auront à supporter le coût le plus lourd si nous n'agissons pas pour protéger la nature et stabiliser le climat.

Grâce au Conservation Leadership Programme, un partenariat entre FFI, BirdLife International et WCS, des bourses, des formations, un encadrement et des opportunités de prise de contacts

sont proposées aux jeunes écologistes du monde entier. Depuis sa création il y a plus de 30 ans, le programme a financé plus de 700 projets et 150 stages rémunérés dans plus de 100 pays, et a contribué à lancer la carrière de près de 3 000 personnes.

- FFI est l'hôte du WILDLABS, un partenariat collaboratif fondé en 2015 par FFI, le WWF, The Royal Foundation, WCS, ZSL et CI. Ce partenariat travaille avec le secteur technologique, les gouvernements, les défenseurs de l'environnement et le monde universitaire afin d'accélérer le développement et l'adoption de technologies ayant un impact sur la conservation. Il permet à WILDLABS.NET, une plateforme qui rassemble et connecte plus de 5 300 membres de la communauté dans plus de 160 pays, de recueillir sur un mode participatif les conseils des utilisateurs de technologies et de développer, dans un cadre collaboratif, de nouvelles solutions pour la conservation.
- Grâce à son programme de financement et d'accompagnement des entreprises, FFI contribue à la construction d'une résilience économique locale et durable. Nous avons développé des modèles de financement inclusifs, avec par exemple des micro-crédits pour les communautés rurales au Libéria et en Ouganda afin de promouvoir des moyens de subsistance diversifiés et durables dans les économies locales ; nous avons soutenu la création de projets commerciaux durables dans le secteur du miel au Mozambique et à Príncipe, ou encore de projets d'écotourisme communautaire en Afrique et en Amérique centrale.

De nouveaux partenariats seront nécessaires pour forger une collaboration plus profonde et plus robuste entre les secteurs, les zones géographiques et les domaines d'expertise si nous voulons créer un avenir durable pour la planète, où la biodiversité est protégée efficacement par les personnes qui vivent au plus près d'elle, et soutenue par les décideurs politiques et les entreprises.

L'humanité est confrontée à un avenir incertain, mais nous avons la conviction que ces cinq avancées majeures pour la nature représentent notre meilleure chance de protéger et de restaurer les écosystèmes dont nous dépendons tous, d'inverser la perte de la biodiversité, si fondamentale pour la vie sur Terre, et d'éviter un changement climatique catastrophique.





www.fauna-flora.org



Fauna & Flora International
The David Attenborough Building,
Pembroke Street, Cambridge,
CB2 3QZ, Royaume-Uni
Tel. : +44 (0)1223 571000
E-mail : info@fauna-flora.org

Organisme caritatif agréé sous le numéro 1011102.
Société à responsabilité limitée, enregistrée sous le
numéro 2677068

Fauna & Flora International USA Inc.
4th Floor, 1720 N Street, N.W.
Washington, DC 20036
USA
E-mail : ffiusa@fauna-flora.org

Organisation à but non lucratif enregistrée
sous le numéro 501(c) (3) ; EIN #81-3967095

Fauna & Flora International Australia
c/o Purpose Accounting
583 Elizabeth St, Redfern, NSW 2016
Australie
E-mail : ffiaustralia@fauna-flora.org

Organisme de bienfaisance enregistré auprès de
l'Australian Charities and Not-for-Profits Commission,
Numéro d'entreprise australien (ABN) 75 132 715 783